

Contribution de Jean Pierre TONDER

Fédération du Nord – Section de Wattrelos – 20 mars 2016.

---

## **Reconstruire l'espoir sans attendre.**

**Nous sommes à un moment de notre histoire** qui nécessite de voir les choses en face, dans leurs réalités, même si cela nous dérange.

Notre peuple, la jeunesse s'enfoncent dans la précarité et les difficultés à vivre dignement minent la vie quotidienne du plus grand nombre. La misère explose comme le chômage et la précarité. Santé, protection sociale, éducation, environnement, retraites, libertés individuelles et collectives, agriculture, etc...pas un domaine n'échappe à cette casse voulue hier par la droite et poursuivie aujourd'hui par François Hollande, Manuel Valls, ses gouvernements succédifs et une majorité de députés et sénateurs socialistes.

Le patronat, le Medef, les milieux financiers et d'affaires jubilent et s'engraissent pendant que la droite en demande toujours davantage. L'extrême droite attend son heure. Elle sait pouvoir profiter des peurs, des déceptions accumulées et de l'aide de certains médias à sa solde. L'étranger, les migrants, le racisme, le populisme, la dureté de la vie, tout est bon pour le FN pour diviser les gens entre eux mais aussi pour tenter de rassembler avec l'objectif de gérer, là une ville, un département ou une région ou de s'installer à l'Élysée ou Matignon.

Droite et extrême droite sont d'accords sur l'essentiel : appliquer et développer des politiques ultra-libérales en France et en Europe, tenter d'étouffer toutes contestations populaires, s'en prendre aux libertés et aux valeurs de la République et empêcher la construction d'une alternative politique de progrès dans notre pays et sur le continent.

En ce qui concerne le Parti Socialiste l'évidence parle d'elle-même. Hollande, Valls et ses ministres, une très large majorité de députés et sénateurs socialistes mais aussi des maires, élus municipaux, départementaux ou régionaux ont fait le choix conscient et assumé de faire une politique de type libérale, une politique de droite. Ils ont abandonné le terrain de la gauche et trompé délibérément le peuple à la présidentielle et aux législatives de 2012.

Les dirigeants socialistes français ont rejoint leurs camarades européens (*Socialistes ou sociaux-démocrates*) pour gérer les intérêts d'un capitalisme mondialisé au niveau de notre continent. Ils ont fait le choix déterminé de tourner une page complète de l'histoire de la « gauche française » considérée comme un handicap à la mise en œuvre totale du libéralisme au sein des pays européens.

En 2012 la forte volonté de notre peuple de chasser Sarkozy à tout prix à prédominer et favoriser l'élection, de peu, de Hollande. Son discours du Bourget a été une manipulation politicienne pour conquérir des voix de gauche.

L'argument gagnant de donner au président une majorité de députés socialistes a permis d'appliquer une politique qui plait au Medef et à la droite.

Tel est le constat que chacun d'entre nous peut faire.

**Les citoyens que nous sommes, l'ensemble des progressistes, plus de 99% des français sont à la croisée des chemins.** Notre responsabilité de communiste nous oblige à construire du neuf en France, ouvrir une nouvelle page du mouvement d'émancipation humaine. Nous devons redonner de l'espoir pour dépasser le choix mortel entre le libéralisme et l'extrême droite fascisante qui nous conduit tout droit aux abîmes de la barbarie.

Vivre mieux, construire une nouvelle société, faire le choix de l'humain passe par la construction collective et populaire d'un mouvement de l'immense majorité au profit de l'immense majorité. Est-ce possible ? Oui car nous n'avons pas le choix et que rien n'est encore joué !

Je ne nie pas les dangers existants de voir notre pays et ses habitants sombrés dans un recul social voir de civilisation sans précédent. Il est vrai que l'appétit des puissants est énorme et ils sont prêts à tout pour arriver à leurs fins. Créer un climat de guerre, favoriser l'extrême droite, jouer sur les peurs, matraquer l'idée que l'austérité est incontournable, acheter des médias, bâillonner la presse et censurer ceux qui ne pensent pas comme eux, tenter de mettre en prison des syndicalistes, criminaliser les actions collectives, faire pression sur la justice, opposer les peuples entre eux, abandonner le combat pour la paix, nourrir le racisme, etc...

Si je vois bien ces dangers je vois aussi une multitude de refus, individuels et collectifs de se laisser faire. Avec des objectifs divers, une montée des luttes s'opère même si à ce jour elles ne sont pas encore au niveau souhaité. De plus en plus d'hommes et de femmes - de différents milieux - affichent publiquement en France leurs oppositions aux politiques menées et proposent d'autres solutions. Les jeunes, durement touchés, se retrouvent de plus en plus dans l'action et portent avec force le refus de la précarité à vie comme modèle de société. Des syndicalistes, des responsables associatifs, des citoyens engagés au quotidien, décident de plus en plus de faire « du commun » avec les militants politiques locaux. Ils portent de nouvelles idées qui bousculent l'ordre établi.

Bien au-delà des résultats électoraux, elles et ils sont très nombreux à refuser de s'incliner devant les régressions libérales. Ils et elles représentent une force considérable. IL faut les rassembler dans leurs diversités et dans le respect de leurs particularités. Chacune et chacun - et près de 99% des gens - espèrent une société plus respectueuse des hommes et de la nature. Ils portent en eux (*certain sans le savoir*) les germes d'une société plus humaine. Tout les rapproche et rien ne les oppose fondamentalement. Croient-ils encore à la capacité, à la volonté du « politique » pour changer positivement leur vie ? Pas tous et loin s'en faut. Est-ce irrémédiable ? Bien sûr que non !

Avec l'égalité, la liberté, la fraternité, mais aussi la solidarité et la laïcité, nous avons des valeurs communes puissantes pour affronter les défis de ce siècle. Ces valeurs recèlent un potentiel considérable. C'est pourquoi « ils » ont engagé une offensive sans précédent pour les vider de leur sens. Ces valeurs sont à réinventer à l'aune des défis d'aujourd'hui.

**Le chantier de ce rassemblement populaire** autour d'une autre politique est énorme, mais il n'y a pas d'autres chemins. Pas de raccourci non plus à prendre encore moins derrière un homme qui se voudrait providentiel.

Mais comment faire ? Face à une bataille idéologique d'une rare violence contre toute tentative de relever la tête, les gens ont du mal à additionner leur force autour d'une perspective commune. Rien ne leur est épargné : une bataille politique, des idées et un discours dominant ouvertement régressif. Renouer avec l'espoir c'est consolider et élargir le mouvement populaire et citoyen et le rendre incontournable car porteurs des «idées de progrès ».

Les injustices, les souffrances, la mal vie, la peur du lendemain etc... nous obligent à multiplier les rencontres, à inciter à l'action, à la mener avec tous pour gagner tout de suite ce qui est possible de l'être. Dans le même mouvement il faut expliquer, toujours et encore, l'origine politique de leurs difficultés, que rien n'est fatal. Que d'autres solutions et propositions existent. Que seul on est faible, mais rassemblé une force considérable. Redonner l'espoir, l'envie, combattre l'individualisme est un processus incontournable pour redonner au peuple la force donc la place centrale qui doit être la sienne.

Un rassemblement populaire solide se mesure à la place majeure qu'occupent les citoyens et à la force des idées et propositions qu'ils portent. L'utilité des communistes, leur raison d'être, se mesure à la qualité de leur intervention pour aboutir à cet objectif.

Oui rien n'est joué d'avance, mais un effort exceptionnel de rencontres, de débats et d'actions avec le plus grand nombre est à engager au plus vite. Dans mon département actuel, le Nord (*2,6 millions d'habitants*), on dénombre plus de 650 localités de tailles très diverses. Plus de 150 d'entre-elles comptent plus de 3.500 habitants. En lien avec les enjeux de la période actuelle, ces indications montrent l'ampleur de la tâche à accomplir, mais je dirais... commençons et continuons !

Ayons à l'esprit d'inviter très largement et passons du temps militant à réussir les initiatives de rencontres et d'actions que nous prendrons. Je serais tenté de dire, passons autant de temps à cela que celui que nous consacrons à une campagne électorale. Écoutons ce qui se dit, participons à la discussion, apportons nos idées et propositions, ne figeons rien et construisons avec tous. Respectons l'avis de chacun et recherchons du « commun » pour avancer et agir ensemble.

**Rassembler c'est l'ADN des communistes.** Mais il arrive que débattre du rassemblement...divise.

Certes il ne faut pas oublier les expériences anciennes, ici ou là. Certes il ne faut pas refaire ce qui a échoué. Mais je dirais qu'aujourd'hui, en lien avec les dangers qui planent au-dessus de notre peuple et de notre pays, limiter (*y compris pas peur*) le niveau du rassemblement nécessaire est la plus grande difficulté que nous avons à surmonter.

Oui 99 % des gens souffrent des politiques menées depuis des décennies. Les alternances (*PS et droite*) à l'Elysée ou Matignon (*cohabitations*) se sont multipliées depuis plus de 30 ans sans que cela ne change pas fondamentalement la vie des plus nombreux. Ils ont voté Giscard, Mitterrand, Chirac, Jospin ou Sarkozy et aujourd'hui nombreux ne croient plus à la politique et s'abstiennent ou votent nuls et blancs en très grand nombre. En 2012 en France lors du 1<sup>er</sup> tour de la présidentielle nous en dénombrons 10,1 millions de ces électeurs (*abstentions, blancs et nuls*) contre 35,8 millions qui se sont exprimés. A la législative de 2012 toujours, ils sont 20,1 millions contre 23 millions d'exprimés. Aux régionales de 2015 en Région Nord Pas de Calais Picardie ils sont plus de 175.000 contre 227.000 qui se sont exprimés. Ces chiffres parlent d'eux même. A cela s'ajoutent depuis 5 ans les nouveaux déçus de la droite et ceux de Hollande/Valls. Et combien se sont égarés en votant pour l'extrême droite ? Oui l'axe du rassemblement est très large et ne voir qu'une partie des français serait une erreur profonde.

Parmi cette « multitude » se trouve ce que l'on appelle « le peuple de gauche » que je ne confonds pas avec les dirigeants et élus du Parti Socialiste ou un petit nombre d'Europe Ecologie les Verts. Simples citoyens, militants de base, ce « peuple de gauche » porte avec sincérité des valeurs d'émancipation humaine respectueuse de la nature, celles de notre République. Beaucoup sont déçus, dégoûtés. Certains ont abandonnés leurs rêves et leur engagement politique local. D'autres s'accrochent « vaille que vaille » à l'idée ...mieux vaut Hollande que la droite ou le FN.

Nombreux contestent dans le même temps l'idée que « *la gauche est au pouvoir* » sachant que c'est une politique qui doit tout au Medef et à la droite qui est mise en œuvre aujourd'hui. Ils se refusent à voir disparaître en France la « gauche » face à la « droite et son extrême » au nom d'une modernité nécessaire. Nous avons à leur parler, à leur tendre la main, à les aider à prendre le chemin du débat et de l'action sans qu'ils se renient comme socialiste. La société que nous voulons construire se fera grâce à la richesse des gens dans leur diversité. Le rassemblement, dans le respect des uns et des autres, ne peut, non plus, se construire par l'outrance verbale envers « les socialistes ». Outrance proféré ici ou là par un citoyen ou par un ancien candidat du Front de Gauche à la dernière présidentielle.

**Au vue de l'expérience du Front de Gauche** que nous avons faite et des résultats réalisés, certains positifs et d'autres moins bons, je milite pour ouvrir une nouvelle page de ce rassemblement afin d'en faire un large « front populaire et citoyen », un front social et politique. Rassembler le monde du travail et de la création, le monde syndical et associatif, le mouvement social, les forces de gauche et de l'écologie tel est l'ambition que nous pouvons, que nous devons avoir dans la situation grave dans laquelle nous sommes. Cela suppose d'innover dans nos façons de faire, d'oser, de multiplier la prise d'initiatives, de communiquer largement avec les outils modernes à notre disposition. Nous devons nous inscrire dans la durée, argumenter et élever de manière importante notre niveau d'intervention (*du local au national*) dans la guerre des idées car nos adversaires y gagnent des points précieux.

**Le débat en cours à propos des élections de 2017** doit nous amener à éviter les pièges tendus et à nous consacrer à ce qui est pour moi l'essentiel : le contenu de la politique de rupture à mettre en œuvre en 2017. Rappelons-nous qu'en 2012 l'argument majeur fut : battre Sarkozy à tout prix. Il est vrai que sa politique a été très dure pour les français. Mais nous voyons maintenant ce que représente l'après Sarkozy. En 2017 la même démarche est en route à savoir : la présence à tout prix de la « gauche » au 2<sup>ème</sup> tour face à la droite et son extrême. Certes la menace du FN est réel et celle de la droite à l'Élysée aussi.

N'avoir que cela en tête c'est mettre au second plan les méfaits des politiques libérales de la droite et de Hollande et Valls. C'est porter atteinte à l'espoir d'une autre vie. C'est provoquer un rapide glissement de notre société française vers plus de malheurs. C'est enterrer (*pour longtemps*) l'idée que la politique est utile aux gens et au pays. C'est valider la « Monarchie Elyséenne », véritable recul démocratique. C'est remettre à plus tard l'émergence d'un rassemblement populaire porteur d'une autre politique. C'est enfouir les valeurs de gauche et rendre plus difficile encore la remontée de l'influence des idées communistes en France.

Ne faudrait-il pas transformer l'idée même de la primaire (*que le PS ne veut pas*) en débat citoyen sur le contenu. Un genre de « référendum citoyen » sur les axes essentiels de la politique de rupture à mener en 2017. Faire en sorte que le contenu devienne incontournable dans l'espace public. Pour prendre un exemple : la victoire du Non au traité européen a été gagnée parce que les gens ont refusé son contenu négatif après en avoir pris connaissance. D'ailleurs les communistes, le journal L'Humanité ont été très utiles dans cette bataille populaire. Pourquoi ne pourrions-nous pas aujourd'hui imposer dans le débat public ce que pourrait être un contenu positif pour 2017 ? Cette première étape est essentielle. Celle du choix du (de la) candidat(e) « de tous », candidat(e) communiste ou non, n'est que la deuxième étape. Pour que les gens vivent mieux, le plus vite possible, nous n'avons pas d'autres choix.

## **A propos de notre Parti.**

N'ayons pas peur des mots. Il faut de véritables ruptures pour donner pleinement aux communistes le rôle central qui doit être le leur au sein de notre parti. S'appuyant sur des racines profondes, notre « maison commune » est à réaménager. Avec son nom de « communiste » elle doit revivifier et réactualiser ses principes et ses règles de vie : écoute et respect mutuel, travail collectif, ambition, modestie, désintéressement, confiance, mise en œuvre des décisions majoritaires, contrôle des tâches et bilans d'étapes, refus des tendances organisées, démocratie, formation, camaraderie, etc..

Je partage un certain nombre d'idées reprises dans la base du Comité National à savoir : nos potentialités d'adhésions nouvelles ; la nécessité d'une meilleure information de nos adhérents en utilisant les outils modernes existants ; repenser nos structures de directions parfois fragilisés ; revoir notre politique de formation en interne ; associer davantage les communistes aux activités organisées ; adapter l'organisation aux conditions de vie de nos adhérents ; entretenir la fraternité la convivialité le plaisir de militer ensemble ; favoriser l'enrichissement intellectuel et culturel ; mutualiser davantage nos moyens ; placer l'adhérent au centre de la prise de l'élaboration de nos décisions et lui proposer de cotiser ; procéder systématiquement à évaluation de nos campagnes politiques et de nos actions.

Comment montrer l'utilité de nos réunions ou assemblées pour permettre à chacun de s'y investir ? Comment faire évoluer l'organisation pour qu'elle travaille sur une pratique citoyenne, pas uniquement de circonstances mais comme une pratique politique quotidienne ? Comment être soi-même et en même temps capable de travailler avec les autres pour co-construire avec nos convergences et nos différences ? Nous devons également travailler à un état des lieux et une analyse partagée de nos initiatives, qu'elles soient militantes ou institutionnelles, afin d'effectuer un saut qualitatif de notre démarche, qui va plus loin que d'améliorer l'existant.

**La mise en responsabilité** (*particulièrement au niveau local*) de jeunes et nouveaux communistes est une priorité à mes yeux. Dans des fédérations, des sections un travail continu, s'inscrivant dans la durée, est à engager sans attendre. Il s'agit pour moi d'une priorité en lien avec l'augmentation du nombre de nos adhérents. Par ailleurs les échéances électorales nombreuses (*parfois une ou plusieurs par an*) ont été trop souvent privilégiées dans notre activité quotidienne au détriment de l'amélioration de la vie de notre organisation. Je n'oppose pas ces deux aspects mais je crois que le moment est venu d'engager un effort important pour rééquilibrer fortement les choses. C'est d'une certaine façon une question vitale pour l'avenir de notre parti. Le chantier est immense mais il construit solidement l'avenir. Nous pouvons y parvenir.